



# **Habiter Gatineau depuis la marge minoritaire : frontière et citoyenneté**

**Anne Gilbert<sup>1</sup>**

Département de géographie  
Université d'Ottawa  
[agilbert@uottawa.ca](mailto:agilbert@uottawa.ca)

**Luisa Veronis<sup>1</sup>**

Département de géographie  
Université d'Ottawa  
[lveronis@uottawa.ca](mailto:lveronis@uottawa.ca)

---

## **Résumé**

Cet article explore la citoyenneté et l'identité à travers l'expérience de la minorité anglophone de Gatineau, 4<sup>e</sup> ville du Québec, localisée dans la région de la Capitale nationale du Canada. La géographie de ses pratiques quotidiennes, ses espaces d'appartenance et lieux d'engagement en font en effet un cas fort intéressant dans le contexte de travaux préoccupés par la flexibilité des nouvelles formes de citoyenneté. La situation de cette population minoritaire est unique car bien que résidant au Québec elle est proche géographiquement et culturellement d'Ottawa, la capitale du Canada, qui elle est majoritairement anglophone. Nous analysons les manières particulières « d'habiter » l'espace de la minorité anglophone de Gatineau et ses prétentions citoyennes en prenant appui sur une réflexion sur les effets de la frontière sur son espace de vie quotidienne, à cheval



entre Gatineau et Ottawa. Son expérience transfrontalière particulière fait apparaître une forme assez inédite de citoyenneté que nous nommons « affinitaire ». Fermée d'un point de vue ethnique car attachée à la collectivité anglophone, elle est néanmoins flexible géographiquement en sollicitant différentes échelles spatiales : entre le quartier et la communauté qui l'anime, et l'espace plus large de l'agglomération, de part et d'autre de la frontière.

### **English Abstract**

In this article, we explore citizenship and identity through the experiences of the English-language minority of Gatineau, Quebec's 4<sup>th</sup> largest city, located in the National Capital Region of Canada. The geography of the group's everyday practices, its spaces of belonging and places of involvement make this an interesting case study in light of ongoing debates regarding the flexible nature of contemporary citizenship. The position of this minority population is unique because while residing in Quebec, it is in proximity geographically and culturally to Ottawa, the capital of Canada, where an English-speaking majority resides. We analyze the particular ways of "living" in space among the Anglophone minority of Gatineau and its claims to citizenship by reflecting on the effects of the border on its daily space between Gatineau and Ottawa. Its unique transborder experience reveals an unusual form of citizenship which we call "affinity" citizenship. It is ethnically exclusive in that its affinity is limited to the Anglophone collectivity; nevertheless, it is geographically flexible insofar as it encompasses different spatial scales: between the neighborhood and its local community, and the broader space of the city lying on both side of the border.

### **Introduction**

Francophones<sup>2</sup> et anglophones se partagent le territoire du Québec depuis plus de 250 ans – la Conquête britannique de la Nouvelle-France remonte à 1759. Leur cohabitation a suscité de fréquentes tensions, suffisamment connues pour que l'on ne les évoque pas ici (Linteau et al. 1979 et 1989; Rudin, 1985). Contentons-nous, pour notre propos, de rappeler les débats entourant l'adoption de lois linguistiques jugées trop contraignantes par les anglophones, dont la Charte de la langue française en 1977 – mieux connue comme la Loi 101 – visant à assurer la prédominance de la langue française dans la vie publique. Cette loi a suscité une forte mobilisation des anglophones, dans le but de faire reconnaître leurs droits et de maintenir des services en anglais, dans des domaines clé de leur développement. Leur résistance s'est toutefois muée peu à peu en acceptation, la grande majorité des Québécois anglophones s'étant accommodée d'un changement qui allait définitivement changer leur représentation d'eux-mêmes.

---

<sup>2</sup> Les intentions de ce texte ont été discutées lors d'un atelier du CIRCEM de l'Université d'Ottawa, le 26 mars 2009 ainsi qu'à l'ACFAS, en mai 2009. Les résultats ont été présentés au colloque *L'imaginaire géographique, un contrepoint à la réalité ?* qui s'est tenu à l'UQAM en octobre 2009.

Le Québec a toujours été majoritairement francophone et le pouvoir politique entre les mains des francophones. Mais, le cœur économique du Québec, Montréal, a été jusque dans les années 1960 une ville « anglaise », dans le sens où les Britanniques, même s'ils n'y étaient pas majoritaires en nombre, détenaient le pouvoir économique (Levine, 1990). Or un ensemble de réformes audacieuses visant la promotion du français et l'accès des francophones aux plus hautes sphères de l'économie a, depuis, changé la donne. Montréal, et le Québec, sont devenus plus français, et le sentiment d'exclusion qui jusque-là avait caractérisé les francophones s'est transposé aux anglophones, qui en quelques années sont passés d'une représentation de soi comme majorité à une représentation de soi comme minorité (Scowen, 1991; Legault, 1992). Leur repli vers les quelques seuls lieux de pouvoir qu'il leur reste encore, dans la sphère politique, l'école et, ce qui nous intéresse ici, la municipalité, est notoire. La faible participation des anglophones à l'État provincial, leur distance de l'État fédéral – dont les fonctionnaires au Québec sont presque exclusivement francophones – a en effet favorisé qu'ils investissent massivement la scène municipale, dans le but notamment de protéger une certaine qualité de vie dans leur milieu local (Caldwell, 1994; Radice, 2000). Or, même ce dernier bastion de leur participation citoyenne s'est vu menacé par l'épisode de fusions municipales forcées par le gouvernement provincial au tournant des années 2000. Leurs protestations ont contribué à l'échec relatif de cette tentative de réorganisation territoriale dans la grande région de Montréal (Pierrevelcin, 2007).

Étonnamment, l'opposition aux fusions a été moins virulente ailleurs au Québec. A Gatineau en particulier, quatrième ville du Québec, localisée à la frontière de l'Ontario, dans la région dite de la Capitale nationale – terme désignant l'ensemble métropolitain regroupant Gatineau, au Québec, et Ottawa, en Ontario, siège de la capitale du Canada, dont la population s'élève aujourd'hui à plus d'un millions d'habitants (Carte 1). Gatineau est la municipalité qui comptait en 2006 la plus forte minorité anglophone hors de la région montréalaise, soit près de 40 000 personnes. Celle-ci y a des racines qui remontent à la colonisation de la région, au tournant du 19<sup>e</sup> siècle. Agriculteurs pour la plupart, ces anglophones étaient aussi des marchands, plus tard des industriels. Comme ailleurs au Québec, la place tenue par cette élite économique a décliné depuis les années 1960. Elle se fait aujourd'hui discrète, hors des quelques institutions dont elle dispose. Les anglophones de Gatineau se concentrent aujourd'hui dans certains secteurs de la ville, celui d'Aylmer en particulier, municipalité rattachée à la ville de Gatineau en 2001 lors de la vague de fusion évoquée plus haut<sup>3</sup>. Si l'opportunité de cette fusion a été chaudement débattue, elle n'a pas conduit ici à une opposition aussi farouche qu'à Montréal. Comme si, la citoyenneté minoritaire se vivait autrement dans la région de la Capitale nationale. La géographie des pratiques quotidiennes, espaces

---

<sup>3</sup> Gatineau a été créée en janvier 2001 de la fusion de 5 municipalités, soit l'ancienne ville de Gatineau, Hull, Aylmer, Buckingham et Masson.

d'appartenance et lieux d'engagement des Anglo-Gatinois le suggère: tout en jouissant d'assises solides dans la ville de Gatineau, la minorité semble en effet s'en être détachée, au gré de politiques favorisant sa « séparation » de la majorité francophone – on pense au système scolaire où les anglophones du Québec ont accès et gèrent leurs propres écoles ou encore au domaine de la santé et des services sociaux, où ils bénéficient en vertu de la loi de services dans leur langue, souvent offerts dans des institutions opérées en anglais par des membres de la minorité. Elle se marginaliserait ainsi de plein gré, au point de manifester – c'est du moins ce que nous avons observé – un intérêt très limité face aux affaires de la ville de Gatineau, dont elle serait dissociée tant symboliquement que politiquement. Tout en participant, tout au moins au niveau de l'imaginaire, à celles de la ville voisine, Ottawa, majoritairement anglophone, si proche culturellement et accessible géographiquement qu'elle fait partie de l'espace vécu quotidien, au point où la plupart des Anglo-Gatinois s'y sentent chez eux et où certains prétendent même en être citoyens. Bref, leur expérience particulière fait apparaître une forme assez inédite de citoyenneté, à la fois plus flexible en ce qu'elle sollicite différentes échelles spatiales et plus tactique. Cette citoyenneté que nous nommerons « affinitaire » nous apparaît témoigner d'une façon nouvelle « d'habiter<sup>4</sup> » l'espace.

Nous analyserons les manières particulières « d'habiter » l'espace de la minorité anglophone de Gatineau et ses prétentions citoyennes en prenant appui sur une analyse des pratiques quotidiennes de ses membres et des représentations qui les animent. Nous tenterons de cerner à travers elles leurs modalités d'appartenance aux lieux à différentes échelles spatiales, les identités qu'elles alimentent et les formes inédites de citoyenneté qui en émergent. Il en résulte le double questionnement suivant : d'abord, de quelles manières investissent-ils au quotidien leurs quartiers, les autres composantes de leur ville, la ville et la province voisines? Quelles significations attribuent-ils à ces pratiques? Quels sont les lieux autour desquels se cristallise leur identité ? Quelles formes y prend leur engagement ? Ou, pour dire plus simplement, comment habitent-ils les lieux de part et d'autre de la frontière ? Ensuite, pour participer à la réflexion à laquelle nous invite ce numéro spécial, de quelle façon en portent-ils les projets, en sont-ils les citoyens?

Ce texte se déclinera en quatre temps. Premièrement, nous présenterons quelques repères théoriques et méthodologiques. Seront sollicités les concepts de citoyenneté et de géographie de la vie quotidienne. Nous rappellerons ensuite les particularités de la région qui nous intéresse, celle de Gatineau-Ottawa, à cheval sur la frontière Québec-Ontario, plus particulièrement du point de vue des minorités linguistiques. Dans un troisième temps, nous nous servirons de l'enquête que notre équipe de recherche<sup>5</sup> a effectuée auprès des membres de la minorité anglophone au

---

<sup>4</sup> Nous empruntons ici l'expression à Mathis Stock (2004).

<sup>5</sup> Cette réflexion s'inscrit dans un projet plus large sur l'espace social de Gatineau-Ottawa, mené conjointement avec Brian Ray, Marc Brosseau et Caroline Andrew (CRSH 410-2007-0734; 2007-2010). Nous les remercions de leurs précieux commentaires sur ce texte, de même que les nombreux étudiants qui participent au projet.

cours de l'été 2009 pour décrire l'effet de frontière sur leur mode d'habiter les lieux et les espaces et sur leur engagement citoyen. Enfin, nous réfléchissons tout haut sur les enjeux soulevés par les nouvelles formes de citoyenneté dont ils se veulent les porteurs.

## 1. Repères théoriques et méthodologiques

### *La citoyenneté*

Depuis les années 1990, la géographie, notamment d'expression anglaise, a vu une explosion de la littérature centrée sur le concept de la citoyenneté. Il en ressort une vision tout-à-fait nouvelle de la citoyenneté, qui fait ressortir son caractère complexe, multidimensionnel et multiscalaire.

Ainsi, il a été rapidement établi que l'appartenance citoyenne ne repose pas sur les seuls droits légaux et formels, mais comporte aussi une dimension substantive et informelle qui module l'accès des citoyens aux ressources présentes sur le territoire ainsi que les représentations qui le modulent (Staheli, 1993; Painter et Philo, 1995). De nombreux travaux se sont ainsi attachés aux processus par lesquels certains citoyens sont considérés comme des « étrangers », sinon *de jure*, tout au moins dans les faits (Marston et Mitchell, 2004). Langue, culture, religion, genre, ethnicité, orientation sexuelle et mode de vie sont tous vus comme des ingrédients qui conditionnent l'appartenance au groupe et donc la capacité de participer pleinement à ses affaires (ex., Marston, 1990; Bell, 1995). Enfin, la provenance géographique, la durée de résidence participent aussi à la construction de la citoyenneté (Foster et Marshall, 2002). Prise dans ce sens, la citoyenneté a été abordée comme un processus d'inclusion et d'exclusion au groupe, généralement la nation, autant d'un point de vue formel (droits légaux) qu'informel (statut social dans une société).

Sa fonction de démarcation des différences a aussi permis l'analyse du rôle de la citoyenneté comme source d'identité, et ceci autant pour des questions concernant la formation de l'identité que comme moyen de l'exprimer. La présence dans l'espace public de certains groupes tenus en marge de la société (femmes, sans-abris, immigrants, minorités, etc.) leur assurerait une légitimité, voire un pouvoir, sur lesquels se fonde leur revendication citoyenne (ex. Mitchell, 1995; Secor, 2004; Veronis, 2006). S'inspirant de Susan Smith (1989), qui aborde la citoyenneté comme le lien social et politique qui émerge du fait que l'on est le citoyen ou la citoyenne d'une ville ou d'un pays, ces travaux débordent ainsi la question étroite des droits civils, politiques ou sociaux conférés à tous les citoyens pour aborder celle de leur participation au processus politique et à la prise de décision dans le domaine de la santé, de l'économie, de l'environnement et de l'urbain. Ici, la citoyenneté concerne autant les modalités de leur appartenance que leur engagement au travers de leur participation active. La géographie s'intéresse ici aux multiples formes géographiques de l'inclusion et de l'exclusion citoyennes, ainsi qu'aux modalités territoriales de la résistance individuelle et collective

lorsqu'une pleine citoyenneté est refusée et que des citoyennetés alternatives sont mises en place.

Un autre tournant important dans la conceptualisation contemporaine de la citoyenneté concerne la question de l'échelle. Alors que traditionnellement l'attention était portée exclusivement sur la citoyenneté dans le cadre de la nation, les processus liés à la mondialisation et l'intensité des flux migratoires d'une part, et les politiques de restructuration d'État de l'autre ont mené à un rééchelonnement (*re-scaling*) de la citoyenneté aux niveaux supra- et sous-nationaux (Dickinson et al. 2008). La migration, et plus généralement les questions de mobilité devenue partie intégrante de « l'habiter » dans le monde (Creswell, 2006), invitent en effet à une re-conceptualisation de la territorialité et de la participation citoyenne. La géographie de « l'entre-deux » qu'elles alimentent, l'ambivalence qu'elles suscitent quant à l'appartenance, la superposition qu'elle induit d'identités multiples constituent des enjeux qui viennent bousculer les échelles traditionnelles de la citoyenneté. Les travaux de Katharyne Mitchell (2003) sur le transnationalisme et les diasporas suggèrent de rejeter l'essentialisme associé à une approche de l'espace social qui le considère dans sa fixité plutôt que dans son caractère mobile. Pour elle, il ne fait pas de doute que les mouvements transfrontaliers transforment profondément les appartenances et créent de nouvelles communautés. S'ils concernent les migrations internationales, ses propos, nous semble-t-il, peuvent aisément s'appliquer aux autres mobilités transfrontalières, qui contribuent tout autant que les premières à brouiller les appartenances et les identités. Ils alimentent l'idée d'une citoyenneté « flexible », pour reprendre l'expression d'Aihwa Ong (1999). Cette expression nous semble d'autant plus porteuse que les conditions opérant à l'échelle de certains espaces de citoyenneté et qui favorisent l'inclusion ou son contraire l'exclusion, n'agissent pas nécessairement à d'autres échelles, ou agissent différemment.

Cette citoyenneté flexible et dynamique s'inscrit dans un contexte de restructuration de l'État dont il ne faudrait toutefois pas négliger l'impact. La dévolution des responsabilités étatiques et le retrait de l'État-Providence ont suscité des dynamiques territoriales nouvelles et l'arrivée d'une citoyenneté dite « active » (Mitchell, 2001; Peck and Tickell, 2002; Raco, 2003). Ceci est le cas non seulement au niveau national, mais aussi dans le cadre urbain et local notamment au travers des fusions municipales et de restructuration des services municipaux (Keil, 2002). Dans la plupart des cas, ces restructurations ont contribué à renforcer les inégalités et les différences géographiques d'accès aux droits civils, politiques et sociaux (Dickinson et al. 2008).

Pris dans leur ensemble, ces processus supra- et sous-nationaux ont poussé à un réexamen des enjeux de la citoyenneté surtout en ce qui concerne les modalités d'appartenance, les identités, les pratiques individuelles et collectives et plus généralement les relations de pouvoir. En effet, les majorités changent selon l'échelle, et avec elles, les règles et normes qui définissent les ayants-droit. La

région de la Capitale nationale canadienne est un lieu privilégié pour explorer de tels processus.

### *La géographie de la vie quotidienne*

Nous nous sommes tournés vers l'étude de l'espace quotidien pour rendre compte des dynamiques à l'œuvre dans la constitution de la citoyenneté des Anglo-Gatinois. En effet, c'est au quotidien que l'individu et les groupes structurent des espaces sociaux par lesquels ils habitent les lieux et en sont les citoyens. C'est aussi dans l'espace quotidien que l'individu et les groupes vivent la différence et font l'expérience des relations de pouvoir induisant à l'inclusion et l'exclusion – autant matérielle que symbolique –, surtout ceux qui sont en marge de la société et les minorités telles que les Anglo-Gatinois. Le propre de la géographie est de déceler comment ces processus se constituent à travers l'espace et à divers échelles, et comment ils modulent les différences et inégalités géographiques. Or, ces processus sont difficiles à décoder. Ils recèlent leur part d'opacité, que tente de dissiper la géographie de la vie quotidienne. Le géographe français Guy di Méo (1998, 1999) ainsi que des géographes d'expression anglaise qui se sont intéressés à la vie quotidienne pour révéler les « dessous » de la construction des lieux et des espaces, parmi lesquels Isabel Dyck (Dyck et McLaren, 2004 ; Dyck, 2005) et Gill Valentine (1999) nous serviront de guide. De leurs travaux, inspirés de ceux d'Anthony Giddens, de Pierre Bourdieu, de Michel Foucault, d'Henri Lefebvre, et de Michel de Certeau d'une part (cf. l'anthologie produite par Ben Highmore en 2002), ainsi que des textes fondateurs de géographes tels Torsten Hagerstrand, Nigel Thrift, Claude Raffestin, André Frémont, Doreen Massey, Robert Sack et Tim Cresswell, nous retenons un certain nombre de constats.

Premièrement, la géographie de la vie quotidienne porte son attention aux pratiques effectuées aux différentes échelles spatiales au fil des jours et selon des rythmes plus ou moins longs. Cette approche offre ainsi la possibilité de mettre en lumière les liens entre le local et les relations de pouvoir à des échelles plus vastes (Dick, 2005; Dickinson et al., 2008). Deuxièmement, elle s'intéresse au fait que ces pratiques sont celles d'acteurs, soient celles d'individus socialisés dotés de compétences et de capacités d'agir, qui agissent au sein d'un système sociétal. Leurs pratiques sont donc subordonnées à des contraintes découlant des positions qu'ils occupent dans ce système. Pour la géographie de la vie quotidienne, les pratiques, orchestrées par les représentations stratégiques que les acteurs se font de leur situation dans la société, ont la capacité de transformer l'espace, qui résulte davantage de l'action de ces derniers que d'une réalité prétendument autonome. Elle considère de plus qu'au gré de ces transformations, les positions des différents acteurs se trouvent tantôt renforcées, tantôt affaiblies, et avec elles les possibilités, réelles et symboliques, de leur citoyenneté (de Certeau, 1980).

Selon ce point de vue, l'espace de la vie quotidienne est un lieu de construction de la citoyenneté. Plus particulièrement, l'étude de l'espace de la vie quotidienne permet de mettre en lumière la citoyenneté telle qu'elle est vécue au

travers de pratiques et d'expériences – souvent considérées comme banales et routinières – dans différents lieux, tels que le logis, le lieu de travail, l'école, le quartier, les espaces de participation communautaire. L'étude d'Anna Secor (2004) sur les femmes migrantes kurdes à Istanbul le démontre. L'examen de leur vie quotidienne permet de dépasser la conception de la citoyenneté comme un ensemble de droits et d'obligations légaux pour rendre compte des tensions qui structurent les appartenances et les identités, ainsi que les modalités de la participation citoyenne, surtout lorsqu'elle se situe à la marge (Secor, 2004; voir aussi Veronis, 2006). La géographie de la vie quotidienne offre aussi un lieu d'examen de la dimension politique de la citoyenneté. L'étude des « actes de citoyenneté » (Isin et Nielsen, 2008) ouvre en effet à la possibilité de comprendre comment le quotidien peut opérer en tant que plateforme pour résister, contester et même transformer les modalités dominantes de la citoyenneté, surtout dans leurs tendances exclusives. Enfin, une telle approche a l'intérêt de mettre en lumière le fait que le quotidien participe à un engrenage de dynamiques à multiples échelles. Par exemple, les pratiques quotidiennes des Anglo-Gatinois s'inscrivent dans le cadre d'institutions et politiques provinciales et nationales qui visent les minorités de langue officielle – pour ne pas parler de politiques économiques ou d'immigration liés à des processus plus globaux. Bref, tel que le démontre la littérature sur les lieux du quotidien, sur l'espace urbain et son appropriation par les groupes marginaux (Andrew, 2004; Fincher et Jacobs, 1998; Keith et Pile, 1993; Ray et Rose, 2000; Sibley, 1995; Parazelli, 2002; Valentine, 2001), ainsi que sur espace et citoyenneté (Veronis, 2006), la géographie de la vie quotidienne nous offre les repères théoriques et méthodologiques nécessaires pour conceptualiser la façon dont la frontière module la citoyenneté des membres de la minorité anglophone de Gatineau.

## **2. Une situation particulière**

### ***La région de la Capitale nationale***

La région de la Capitale nationale a quelque chose d'unique. Traversée par la frontière provinciale la plus chargée au plan symbolique au pays, elle se caractérise par une dynamique particulière induite par ce qui, sur plusieurs plans, représente toujours une discontinuité majeure de l'espace, même si elle a été fixée depuis longtemps. De part et d'autre de la rivière qui fait office de frontière, les populations, les cultures et les pratiques sont différentes, les législations et le droit aussi. Ce territoire fait donc se rencontrer deux modèles différents de développement, auxquels correspondent des fiscalités et des politiques publiques contrastées dans plusieurs domaines de la vie collective (par exemple le logement social, la petite enfance, le transport). L'économie sociale et la vie associative n'y auront pas le même visage (pour Ottawa, Andrew, 2005; pour l'Outaouais, Robitaille et al., 2006). Ces différences ont, visiblement, un impact sur la géographie de la vie quotidienne de leurs populations (voir à cet effet l'ouvrage comparatif de Polèse et Stern, 2000, sur la durabilité sociale des villes). Celle-ci s'édifie par ailleurs à la rencontre de deux villes, Ottawa et Gatineau, qui bien que

récemment créées<sup>6</sup>, ne se caractérisent pas moins déjà par une approche différente au plan économique, social et politique. Bref la frontière oppose deux sociétés fort différentes.

Pourtant, il s'agit là d'une frontière qui n'oppose que de faibles obstacles à la vie d'échanges. Le monde du travail notamment favorise les pratiques spatiales transfrontalières, facilitées par une certaine intégration des systèmes publics de transport. Le gouvernement fédéral, principal employeur de la région, a ses bureaux de part et d'autre de la rivière des Outaouais, sans compter la mobilité de la main d'œuvre dans les autres paliers du secteur public et dans les sphères privée et communautaire. Plusieurs ponts relient aujourd'hui les deux rives de la rivière des Outaouais, et quoiqu'on dise sur les bouchons de circulation, celle-ci se fait facilement entre Gatineau et Ottawa.

### *Les Anglo-Gatinois et la frontière*

La région d'Ottawa-Gatineau reste néanmoins le lieu de fortes disparités. La frontière délimite un espace inégal du point de vue des ressources, structuré par la co-existence de régimes différents de régulation de part et d'autre de la frontière. Cet espace inégal crée une structure d'opportunité particulière, pour reprendre une expression utilisée par Anderson et O'Dowd (1999), que les populations régionales savent habilement mettre à profit. Notre travail sur l'utilisation transfrontalière de la «Strip» de Hull à des fins ludiques en est un exemple (Brosseau et Gilbert, 1996, 2004; Brosseau et Cellard, 2003). Nous faisons l'hypothèse que les minorités, davantage contraintes au plan de la géographie (Sibley, 1995; Collignon, 2001) sont les premières à en profiter. Leur proximité d'un espace où leur culture est majoritaire et qu'ils peuvent faire leur, selon les circonstances, pourrait notamment atténuer la marginalité des anglophones de Gatineau (Gilbert, 1999 et 2004; Gilbert et Marshall, 1995).

La population de langue maternelle anglaise de Gatineau<sup>7</sup> s'élevait au dernier recensement (2006) à 38 925 personnes, en hausse de près de 7% par rapport à 2001, l'augmentation la plus forte de la population anglophone au Québec.<sup>8</sup> Ces anglophones forment une minorité non négligeable, alors qu'ils représentent 13,8 % de la population totale de la ville de Gatineau. Ils sont présents dans tous les quartiers de la ville, quoiqu'ils n'affichent des concentrations supérieures à 35% que dans le secteur Aylmer. Ils sont majoritaires dans cinq aires de diffusion, situées à proximité de l'ancien centre-ville<sup>9</sup>. Les Anglo-Gatinois sont plus

---

<sup>6</sup> Ottawa est née en 2000 de la fusion de l'ancienne ville d'Ottawa et de dix municipalités environnantes.

<sup>7</sup> Il s'agit plus précisément de la population ayant l'anglais seulement (35 580), ou l'anglais et le français (3 345) comme langues maternelles, dans la partie québécoise de la région métropolitaine de recensement d'Ottawa-Gatineau. Les données sont tirées des Portraits de communauté, publiés sur le site web de Statistique Canada.

<sup>8</sup> Statistique Canada. *Portraits de communautés*. 2001 et 2006.

<sup>9</sup> Nous tenons à remercier Jason Deveau pour nous avoir préparé à l'été 2008 le dossier d'informations dont nous tirons le contenu de cette section.

nombreux dans le secteur Hull, notamment ses quartiers centraux, que dans le secteur Gatineau plus à l'est. La proximité des institutions scolaires de la minorité anglophone semble être un facteur d'attraction. On remarquera avec intérêt que les anglophones habitent soit les zones les plus favorisées de l'agglomération, soit ses quartiers d'immeubles locatifs bas de gamme typiques des milieux moins nantis, ce qui témoigne d'une certaine polarisation de la population.

Les anglophones disposent de racines historiques anciennes à Gatineau. L'industrie du bois qui a été le fer de lance du développement de la région au 19<sup>e</sup> siècle a été longtemps dirigée exclusivement par des Britanniques, qui ont ainsi participé activement à l'édification d'Aylmer et de Buckingham, respectivement à l'ouest et à l'est de l'actuelle ville de Gatineau (Gaffield, 1994). Plusieurs villages de la basse vallée de la Gatineau et du Pontiac ont été colonisés par des anglophones. A ces populations établies depuis plusieurs générations déjà, se sont ajoutés depuis les années 60 de nombreux Ontariens, attirés par les plus beaux atouts naturels de la rive québécoise de la rivière des Outaouais. De villégiateurs, ceux-ci sont devenus résidents de Chelsea, une municipalité indépendante qui borde la ville de Gatineau au nord. Enfin, plus récemment, de jeunes familles anglophones d'Ottawa, de Montréal ou d'ailleurs au Canada s'établissent dans les nouveaux espaces résidentiels de Gatineau, pour profiter des coûts plus faibles du logement ainsi que de certains programmes sociaux québécois populaires, tels celui des garderies à 7\$ par jour. La minorité anglophone de Gatineau est ainsi passablement diversifiée, ce qui ne peut être sans effet sur les appartenances et les identités.

Ses membres disposent d'un éventail d'institutions, surtout dans le domaine de l'éducation : six écoles primaires, réparties sur le territoire, deux écoles secondaires, toutes deux situées à Hull, et un collège. Différentes églises protestantes et catholiques fonctionnent en anglais, dont six à Aylmer seulement. Au plan de la santé et des services sociaux, la communauté semble toutefois assez mal desservie, malgré que la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*<sup>10</sup> du Québec lui accorde le droit de se prévaloir de services dans sa langue. L'Outaouais Health and Social Science Network for the English-Speaking Population rassemble les acteurs communautaires actifs dans le dossier. Les divers plans adoptés en la matière<sup>11</sup> n'ont pas réussi à créer de véritables lieux de prestation de services en anglais. L'hôpital de langue anglaise se trouve à une trentaine de kilomètres au nord de Gatineau, à Wakefield, un chef-lieu de la communauté anglophone de l'Outaouais. Seule la population d'Aylmer compte un hebdo bilingue, les quotidiens desservant la région étant publiés à Ottawa. Toutes les radios et télévisions de langue anglaise sont aussi localisées à Ottawa. L'intérêt porté à l'Outaouais serait faible. Bref, malgré ses racines solides et son poids

---

<sup>10</sup> LRQ, c. S-4.2

<sup>11</sup> Le dernier en date a été adopté en janvier 2007 par l'Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais.

démographique relativement important, la communauté anglophone de Gatineau ne détiendrait pas une forte assise institutionnelle.

Le contexte frontalier l'explique très probablement. La proximité d'Ottawa permettrait aux Anglo-Gatinois d'accéder à des ressources diversifiées outre frontière, dans tous les secteurs de la vie collective. Plusieurs s'y déplacent quotidiennement pour le travail, comme nombre de leurs concitoyens de langue française par ailleurs. Ceux qui travaillent à Gatineau font souvent partie de la fonction publique fédérale. Ils y côtoient les anglophones d'Ottawa au quotidien, ce qui en quelque sorte leur permet de partager leur espace de référence, dont les lieux forts se situent vraisemblablement davantage du côté ontarien que québécois de la frontière. Dans un cas comme dans l'autre, un sentiment d'appartenance à la grande région de Gatineau-Ottawa est susceptible d'émerger, et avec lui un certain désengagement de Gatineau et de ses quartiers. Du moins peut-on en faire l'hypothèse. Sans compter que la très grande majorité des nouveaux venus de langue maternelle anglaise dans la région – 1 435 des 1 885 anglophones qui ont migré à Gatineau au cours de l'année ayant précédé le dernier recensement – viennent non pas du reste du Québec mais bien d'une autre province, vraisemblablement de l'Ontario, et très probablement d'Ottawa<sup>12</sup> (Statistique Canada, 2006). Selon une étude menée à l'été 2008 auprès de jeunes anglophones de la région, certains se sentent étrangers dans leur propre région, d'abord parce qu'ils n'y ont pas accès à des services dans leur langue, mais aussi parce qu'ils souffrent d'exclusion de la part de la majorité francophone (Peppy et Hale, 2008). Cette même étude n'en révèle pas moins qu'ils veulent rester pour la plupart à Gatineau. Hormis certains débats quant à l'affichage public, fomentés par une majorité inquiète de voir la minorité faire si peu de cas des législations linguistiques provinciales, la région n'a pas été en effet comme d'autres au Québec un lieu de tensions très vives entre minorité et majorité.

### ***La stratégie méthodologique***

Nous avons mené à l'été 2009 un ensemble d'entretiens de groupe, d'une durée moyenne de 3 heures, visant d'une part à identifier les enjeux entourant l'expérience frontalière chez les Anglo-Gatinois, d'autre part à relever les effets de cette expérience sur leur façon d'habiter la ville et leur engagement citoyen.

Un premier entretien a réuni sur invitation huit représentants d'organisations œuvrant auprès de la minorité anglophone de Gatineau. Les secteurs de la santé et des services sociaux, de l'éducation, associatif et religieux étaient représentés. Après avoir décrit leur sphère d'activités et leur clientèle, nous leur avons demandé de parler de l'environnement dans lequel ils opèrent et plus particulièrement des défis que leur pose la frontière pour leur travail. Leurs expériences personnelles ont aussi été évoquées. Trois autres entretiens visaient des membres de la communauté, ayant répondu à divers types de publicité. Ils ont été organisés dans trois quartiers

---

<sup>12</sup> Statistique Canada, Recensement 2006, 97-556-XCB2006016.

différents de la ville : Aylmer, qui accueille les plus fortes proportions d'Anglo-Gatinois et un éventail d'institutions de la minorité depuis plusieurs générations; Le-Plateau-de-la-Capitale, quartier neuf particulièrement attractif pour les Ontariens de par sa proximité à Ottawa et la diversité de modes d'habitat qu'il leur offre; et Chelsea, une petite municipalité bilingue située juste au nord de Gatineau, connue pour l'engagement de sa population dans le dossier environnement. Un total de 26 personnes a participé à ces trois entretiens, dont 18 femmes. Le groupe présentait un profil relativement diversifié du point de vue de l'âge. Un peu moins de la moitié des participants sont Québécois de naissance, les autres venant d'autres régions du Canada, sauf pour quatre d'entre eux, issus de l'immigration. Des 22 qui sont sur le marché du travail, 18 travaillent à Ottawa. Sauf pour quatre d'entre eux, ils parlent couramment le français. Les entretiens ont été conduits en anglais. Ils nous ont permis d'identifier leurs pratiques quotidiennes de l'espace régional, dans différents contextes (habiter, s'approprier, produire, consommer, se détendre, diriger, etc.). Une attention a été portée à la géographie des réseaux sociaux des participants. En recréant un milieu social, c'est-à-dire un milieu où les participants interagissent et confrontent leurs visions, cette méthode nous a permis de recueillir rapidement une diversité de points de vue quant aux opportunités et aux défis posés par la frontière à l'échelle régionale et aux stratégies qu'elle commande.

Ces entretiens ont été transcrits. Ce texte fait état de leur première analyse, menée selon une formule mixte où les catégories ont été à la fois dictées par notre cadre interprétatif sur la citoyenneté telle que vécue au quotidien et induites des propos tenus par les participants. Selon une logique propre aux paradigmes interprétatifs et constructivistes, cette analyse se veut de type qualitatif. Nous nous intéressons aux espaces de la vie quotidienne, dans ce qu'ils relèvent à la fois de la sphère objective – l'espace d'usage tel que conditionné par les facteurs culturels et environnementaux – que de la sphère subjective – l'espace représenté, imaginé et approprié symboliquement. Les rapports sociaux qu'ils modulent et les tensions qu'ils alimentent seront aussi au cœur de notre investigation (Di Méo, 1998, avec Buléon 2005; voir aussi Lussault, 2007). Elle retient les différentes échelles de cette vie quotidienne, depuis la maison et le voisinage jusqu'à la région dans son ensemble, que traverse la frontière provinciale. Avant de présenter en quoi ces derniers sont prégnants dans la vie quotidienne des Anglo-Gatinois et comment ils apparaissent moduler leurs identités, nous rappellerons brièvement les particularités de l'espace régional, notamment du point de vue des minorités linguistiques.

### **3. La géographie de la vie quotidienne des Anglo-Gatinois**

#### *Le quartier, espace de proximité communautaire*

Les Anglo-Gatinois que nous avons rencontrés ont beaucoup parlé de leur voisinage. Lorsqu'interrogés sur leur ville, c'est au voisinage qu'ils ont naturellement pensé. Ils l'ont abordé dans ses dimensions physiques certes, mais aussi comme foyer de relations sociales. C'est ici que se joue essentiellement la vie

quotidienne et qu'aboutissent les principales routines qui la structurent. Les significations qu'on lui accorde sont très positives.

Nos interlocuteurs ont, contre toute attente, rarement évoqué leur maison. Ils ont préféré nous entretenir de leur voisinage et de leur quartier, qui se confondent d'ailleurs souvent dans le discours qui englobait aussi par moment l'ensemble de la ville d'avant la fusion, telle Aylmer ou Hull, ou encore Chelsea. On y souligne la qualité de l'environnement tant naturel que construit. La ville vécue à l'échelle du quartier offre un contact étroit avec la nature. Son patrimoine architectural est unique. Elle est belle. On l'arpente par la marche, on y ressent confort et relaxation. Elle est perçue comme un havre de paix, au milieu d'une ville qui est ailleurs plus dense, bruyante, envahie par les voitures.

Ce voisinage n'a pas que des atouts physiques. Ces derniers sont aussi et surtout sociaux. Il est peuplé de gens qui se ressemblent et dont on partage les valeurs, de dire une citoyenne de Chelsea qui a choisit d'y vivre bien qu'elle travaille à Ottawa. *"I mean there is a big community connection. I mean you do know lots of people, and there's lots of kind of common causes I guess, here, that people share on different issues"* (Chelsea 1). On côtoie souvent ses voisins, auprès de qui on trouve du support dans différents contextes de la vie de tous les jours. Le voisinage et le quartier sont ainsi sources d'identité et de bien-être. Ils sont les lieux auxquels on appartient, vers lesquels on retourne avec plaisir à la fin de la journée. *"That's where I want to be. For me this a marvellous community ... Coming back (to Aylmer) and my whole body would decompress as I got onto the bridge"* (Org 5). Ceci semble d'autant plus vrai qu'on y œuvre ou y habite depuis longtemps, comme cette activiste qui vit à Aylmer depuis plus de 30 ans.

Visiblement, le quartier occupe une place particulière dans la géographie de la vie quotidienne anglo-gatinoise. Et ceci même si on habite un quartier neuf, comme celui du Plateau. Selon une jeune mère de famille qui a grandi du côté ontarien de la région, *"if you stay here you'll try to live in your neighbourhood"* (Plateau 1). Le quartier apparaît comme l'idéalisation de tout ce qui est positif dans la ville : nature, patrimoine construit, communauté. *"And I also love the small-town feeling"* (Aylmer 10), de dire une personne qui réside depuis plus de quarante ans à Aylmer. De cette petite ville, on ne semble retenir le plus souvent que la composante anglophone, qui, au gré d'une construction idéologique un peu particulière, en vient à prendre toute la place. Ainsi, les résidents d'Aylmer que nous avons rencontrés ont parlé de leur quartier comme s'il s'agissait d'espaces à toutes fins pratiques anglophones, omettant leur population francophone tout aussi importante, la cohabitation d'organismes œuvrant dans chacune des deux langues et le bilinguisme de ses commerces et institutions. Pour eux, Aylmer est un milieu de vie anglais, comme Chelsea l'est pour ses résidents qui ont participé à notre enquête. Une participante qui a déjà habité Hull et Gatineau, expliquera : *"I like living in Chelsea, because I like the idea of living in sort of an English community"* (Chelsea 3).

C'est ainsi que le quartier constitue, pour la plupart de nos interlocuteurs comme pour les anglophones d'autres régions du Québec (Pierrevelcin, 2007), un lieu premier de leur affirmation citoyenne. Non seulement fomentent-ils l'appartenance et l'identité, mais il s'avère aussi un lieu d'engagement. On s'investit en effet dans ses institutions, notamment anglophones, parmi lesquelles bien sûr l'école, haut-lieu des minorités de langue officielle au pays, mais aussi dans des organisations du secteur culturel ou encore social. Plusieurs des participants ont souligné leur engagement dans l'école du quartier, dont ils se sentent partie prenante. Et le fait que les enfants grandissent et que cet engagement diminue par la force des choses en attriste plusieurs.

### ***La municipalité, un « ailleurs »***

Cet espace social s'arrête brusquement aux frontières du secteur Gatineau. Si les Anglo-Gatinois circulent dans certains quartiers adjacents au leur, à Hull notamment, dont ils fréquentent les centres commerciaux et autres services, ils ne débordent jamais de l'autre côté de la rivière Gatineau, soit au-delà de l'ancienne frontière séparant Aylmer et Hull de Gatineau. Celle-ci constitue une frontière étanche pour cette résidente de Chelsea, pourtant familière avec ce secteur de la ville:

*What is it about Gatineau? I don't know. There's something about Gatineau that I just don't like. And it's the same with my husband. We never go shopping there. We never really want to do anything there. We're not interested in anything that is in Gatineau. (Chelsea 3)*

Plusieurs de nos interlocuteurs trouvent Gatineau laide. Ils l'affublent dans leurs discours de toutes les tares associées à l'urbanisme moderne. Ses maisons n'ont aucun caractère. Ses centres commerciaux sont dénués de tout attrait. La circulation y est dense, la population conduit mal. Seul Aylmer trouve ainsi grâce aux yeux de cette résidente de longue date.

*I do not want to move there (Gatineau). I don't like it. I think it's more like an extension of American thinking, of building all things on one street... And the big box stores, I said, "keep them in Hull! Let's not have them in Aylmer. (Aylmer 9)*

Tous les participants, sans exception, ont souligné qu'ils ne se sentent pas à l'aise à Gatineau. Un homme du groupe insistera pour dire qu' "*I'm not comfortable there after dark... I would much rather be in Ottawa*" (Aylmer 7). Ils critiquent l'accueil que l'on y fait aux anglophones, pour lesquels on n'a aucune sollicitude. Chacun a une histoire d'horreur à raconter en ce qui concerne la qualité des services reçus. Les clients anglophones seraient mal reçus dans les magasins, réputés pourtant plus sensibles aux structururations économiques qu'idéologiques. Les services publics ne seraient pas en reste. La critique est particulièrement acerbe envers les services médicaux et hospitaliers. Une de nos interlocutrices, déménagée depuis l'Alberta il y a plus de vingt ans, ira jusqu'à dire : "*Well, this is like being*

*an alien*” (Aylmer 9). On invoque l’absence de réseaux sociaux gatinois, facilitant l’accessibilité aux services. La question de l’accès à l’information est aussi évoquée. Bref, on se sent ici comme des citoyens de deuxième classe, privés du droit pourtant reconnu d’accès à des services dans sa langue.

Se sentant exclus de certains de ses quartiers comme de plusieurs composantes de son espace institutionnel, les Anglo-Gatinois que nous avons rencontrés rejettent Gatineau. Par un procédé dont il est difficile de cerner tous les ressorts, ils confondent en effet l’ancien Gatineau, “*Gatineau proper*”, celui qu’ils détestent, et l’ensemble de la ville née contre leur gré de la fusion de 2001. Le fait qu’on ait choisi le nom de l’ancienne municipalité pour la désigner n’y est certes pas étranger. Avec la conséquence que le rejet de cette partie de la ville se double souvent d’un rejet de la municipalité toute entière, dont ils se dissocient entièrement. Les instances municipales comme d’ailleurs plusieurs organisations du secteur public fonctionnant presque exclusivement en français, ils ne s’y investissent pas. Cette résidente d’Aylmer, très active dans le secteur associatif, en témoigne :

*What if I was thinking the Food Bank? Could I? With not having enough French? Could I really volunteer enough with them? I don't want to just be in the back not talking to anybody, stocking food, I want to, you know, intermingle and take part on the board of whatever. And I don't know if I could.* (Aylmer 8)

La frustration des participants à nos entretiens est ici évidente. Ils répliquent en se déplaçant vers Ottawa, dont ils cherchent à profiter des services par de multiples stratégies. Si la santé constitue un des principaux enjeux soulevés, ils évoquent aussi d’autres secteurs de la vie collective où le déplacement vers Ottawa permet de contrer le sens d’aliénation ressenti localement.

### ***La région : réseaux sociaux et spatiaux transfrontaliers***

Si Gatineau repousse à plusieurs égards, Ottawa, au contraire attire. De fait, la frontière est quasi-transparente entre les deux villes pour la plupart des Anglo-Québécois rencontrés<sup>13</sup>. “*The river is just a body of water if we are not talking in some legalistic requirement*” (Chelsea 5).

Pourtant, les deux villes sont perçues comme très différentes. Les participants sont assez unanimes pour dire que les populations diffèrent, les cultures aussi. La carte mentale des Anglo-Gatinois que nous avons rencontrés oppose en effet Gatineau et Ottawa sur plusieurs plans. Les façons de faire n’y sont pas les mêmes, non plus que les mentalités. Une résidente de Deschênes, un vieux quartier d’Aylmer, qui se dit pourtant bien à l’aise du côté québécois de la frontière, dira : “*So there is just sort of mental model differences*” (Plateau 3). L’emploi aidant

---

<sup>13</sup> Nous traitons plus abondamment ce thème dans un autre article, écrit conjointement avec Marc Brosseau. Ce texte, qui s’intitule « La frontière asymétrique » paraîtra dans le *Géographe canadien*.

dans plusieurs cas – devons-nous rappeler le caractère très ouvert de l’emploi régional – les Anglo-Gatinois mènent cependant plusieurs activités à Ottawa. L’offre commerciale y est vue comme beaucoup mieux développée. La qualité des services publics, médicaux certes, mais aussi récréatifs est soulignée. Les activités culturelles y seraient aussi plus nombreuses. C’est à Ottawa qu’habitent plusieurs amis et parents. Ils fréquentent ses clubs sociaux et récréatifs. Ils sont membres de ses églises. Ils participent de plusieurs de ses associations. Un des participants y a même œuvré dans un parti politique provincial. Bref, pour un Anglo-Gatinois, Ottawa a tout ce que Gatineau ne peut offrir, notamment au plan social et culturel. Ottawa, souvent plus proche de leurs lieux de résidence que certains quartiers de Gatineau, fait ainsi partie de leur espace de vie quotidienne. Et avec lui le sentiment d’avoir accès à une grande ville, avec tous ses attraits. *“The idea that you can embrace the whole region as the place where you live, as opposed to part of it, is more appealing”* (Plateau 2) soutient cette résidente du Plateau qui a choisi, après avoir habité dans d’autres quartiers de Gatineau, de se rapprocher du pont d’Aylmer pour accéder plus facilement à Ottawa. Sans parler de l’enjeu linguistique, évoqué plus haut. La capacité de fonctionner dans sa langue, avec des repères culturels qui sont les siens, sont des atouts importants d’Ottawa. *“Well, I guess for that, with Ottawa people, I could relate to them very easily, because we all were one”* (Plateau 3). Plusieurs ont souligné la proximité ressentie avec sa population. *“And I think of myself, well, I’m a Quebecer in license – driver’s licence – I guess, but I self-identify a lot with the other side of the river”* (Aylmer 1.). Fréquenter Ottawa leur permet d’éviter d’être minoritaires, de ressentir les affres de l’exclusion inhérente à la minorisation, ne serait-ce que dans des contextes bien précis. Les jeunes y cherchent leur emploi d’été, d’autres participent à ses clubs sociaux, d’autres enfin choisissent d’y faire leurs promenades. Une femme qui vit à Aylmer depuis 23 ans dit d’Ottawa que c’est un endroit *“where there is lovely areas where a family can go and walk their dog”* (Aylmer 4).

La frontière représente ainsi pour la minorité anglophone, de par le réseau de lieux auquel elle ouvre, et la citoyenneté, sinon formelle, tout au moins informelle à laquelle elle permet d’accéder, une merveilleuse planche de salut. Un participant d’Aylmer, pourtant engagé localement, explique que :

*The fact of the matter is, that, for any minority community, you are constantly struggling to get the services you want, and to be comfortable in your own community, not only in your language, but to be perceived as an equal member and with equal status... It’s normal and natural thing, it can never be entirely comfortable for a minority to be at home in their own community... And so if you have a neighbouring community like Ottawa, for the Anglophone community, they are all going to speak to you in English in Ottawa, naturally you’re going to go to that community.* (Aylmer 7)

Il reste que les Québécois, même anglophones, ne seraient cependant pas toujours bien accueillis à Ottawa. Une représentante d’un organisme actif dans le domaine

de la santé relate avoir entendu des commentaires non équivoques en ce sens lors de discussions sur la fréquentation des hôpitaux ontariens par des Québécois. “*And you had residents saying, you know, «we don't want... these West Quebecers. They should not be coming over, they're taking our doctors»... and so there's that resentment from Ottawa residents towards West Quebecers*” (Org 3). Certains disent avoir ressenti une réticence des citoyens d'Ottawa à ce qu'ils utilisent des services qui leur seraient d'abord destinés. Selon une résidente d'Aylmer pour qui il est naturel de traverser à Ottawa, “*We're taking up space*” (Aylmer 4). Si bien qu'elle et les autres participants de son atelier s'y sentent un peu comme des étrangers, des sans-papier. Non seulement minoritaires à Gatineau, ils se découvrent aussi minoritaires à Ottawa. Ces Anglo-Gatinois ne sont véritablement citoyens à part entière aux yeux ni de l'une ni de l'autre majorité – bien que les conditions de citoyenneté soient différentes de part et d'autre de la frontière.

Vivre au quotidien à Ottawa n'empêche cependant pas qu'on reste Québécois dans l'âme. Plusieurs participants ont dit leur fierté d'être Québécois. On évoque tantôt ses racines qui remontent à plusieurs générations, tantôt le simple fait d'être né au Québec et d'y avoir grandi. Et on déplore le fait que plusieurs Ontariens ne traversent pas les ponts vers le Québec. Les propos d'une mère de famille dont l'espace d'usage est fortement tourné vers Ottawa par ailleurs, ne laissent pas de doute sur son identification au Québec.

*I am from Quebec... So when I actually had to get an Ontario driver's license and OHIP card, I didn't like it... Maybe it is because you know for 29 years I was a Quebecer – so I kind of liked it when my husband suggested, « like hey, let's buy a house in Hull » and I thought, 'oh good, I will be a Quebecer again'. (Plateau 1)*

Un autre, né à Montréal mais ayant habité en Ontario, insistera sur le fait qu'il est plus à l'aise du côté québécois de la frontière.

*Eventually I more self-identify as an Anglophone. But, there's something I missed about Francophone culture and so on... So when I moved to this region, I felt more comfortable here (Quebec). I felt more at ease, even though my mother tongue is English. I'm very happy. I love it here – it's very unique. (Aylmer 2)*

Bref, s'ils fréquentent Ottawa et s'y sentent particulièrement à l'aise, aucun participant ne semble remettre toutefois son identité québécoise en question. Bien au contraire, aller et venir vers Ottawa alimente la fibre québécoise, de par le sentiment d'exclusion qu'on y ressent aussi. La territorialité des Anglo-Gatinois que nous avons rencontrés inclut Ottawa, au gré d'un réseau spatial et social électif qui définit en quelque sorte une ville « à la carte ». Mais cette ville, si elle est partie intégrante des manières d'être anglo-gatinoises, alimente une identité complexe et par certains aspects contradictoires.

*I surprised myself very recently when you are talking about identifying. I was in a setting with... there is this particular gentleman who tends to be known for his derogatory statements against Quebec... Anyway. He'd made some statement very recently, again, against Quebec, against Francophones, against... And I found myself. I suddenly just shot up at him. And I said « ... I've been living in Quebec for 23 years and I'm damn proud of it ». (Aylmer 4)*

#### **4. Citoyenneté et frontière**

##### ***L'habitat anglo-québécois ou un espace pluriel***

Les membres de la minorité anglophone de Gatineau investissent la ville de différentes façons, selon qu'ils soient jeunes ou adultes, aient ou non conjoints et enfants, connaissent bien la langue de la majorité. Le quartier où ils habitent joue aussi beaucoup sur la géographie de leur vie quotidienne, le fait qu'ils y résident ou non depuis longtemps et y ont tissé des liens étroits avec leurs voisins, qu'ils aient vécu auparavant dans les autres quartiers de la ville, dans la ville voisine ou encore ailleurs en Ontario ou au Canada anglais. Enfin, leur lieu de travail a un effet structurant sur la façon dont ils modulent leur rapport à Gatineau.

Au-delà de la diversité individuelle ainsi que des différences qui opposent plus généralement les anglophones québécois d'origine aux migrants ontariens, les anglophones de l'Outaouais à ceux du grand Montréal, qui ont une expérience différente du rapport minorité-majorité, notre recherche a fait ressortir un certain pattern dans le déploiement géographique de la vie quotidienne des Anglo-Gatinois. Celle-ci s'organise à différentes échelles, qui offrent chacune leur support à certains liens particuliers. Le voisinage est le lieu du communautaire, un communautaire anglophone défini davantage en termes culturels que géographiques. L'Autre, majoritaire francophone (ou Québécois), n'y est guère présent. Les Anglo-Gatinois de souche le déplorent quelquefois, rappelant une époque guère lointaine *“when the Hendersons and the Lapointes got together to create a new residents association to get a rink”* (Aylmer 7), et où les écoles étaient mixtes au plan linguistique. Aujourd'hui, la ville de Gatineau est devenue ailleurs. De fait, l'Autre y occupe tout l'espace, tant physique que symbolique. Le propos est cynique : la ville ne participe en rien à l'espace social quotidien de la grande majorité des membres de la minorité anglophone. Bref, une opposition assez nette entre le voisinage – ou le quartier – et la ville de Gatineau dans son ensemble, qui inclut un large spectre de différences, depuis l'architecture et le patrimoine jusqu'à la langue et la culture en passant par le socio-économique. C'est donc sur la région plus large que les Anglo-Gatinois jettent leur dévolu pour ne pas s'isoler à l'échelle du quartier et ainsi profiter des ressources de leur environnement. La frontière s'efface ainsi pour faire voir une seule ville, qui s'étend de part et d'autre de l'Outaouais, et que fond ensemble Gatineau et Ottawa. La proximité d'Ottawa est une constante dans le discours, qui insiste aussi sur le confort qu'ils y ressentent. Plusieurs s'engagent dans les organisations d'Ottawa,

qui font ainsi partie intégrante de l'espace de la vie quotidienne. *“And all my sort of associational related stuff, non-profits, sitting on boards, you know, is happening in Ottawa”* (Chelsea 7), de dire une résidente de Chelsea, Montréalaise d'origine, qui affirme pourtant avoir choisi de plein gré de revenir du côté québécois de la frontière après avoir habité Ottawa. Ceci est une constante parmi les quatre groupes que nous avons rencontrés. Nos interlocuteurs, sauf pour ceux qui sont tout récemment arrivés, se disent Québécois néanmoins au gré de deux opérations contradictoires quoique cohérentes : ils affirment leur propre identité face à Ottawa tout en faisant fi de la frontière pour y agir comme si ils en étaient des résidents. Certains, adoptant un langage qui n'est pas sans rappeler celui d'un Henri Lefebvre (1968), vont même jusqu'à évoquer leur droit à la ville. *“My kid is going to be on an English soccer team in Ottawa. And this is where he is going to go”* (Org 3).

Il en ressort qu'il se profile pour les Anglo-Gatinois un espace défini davantage par la pluralité que par l'unicité. Cet espace pluriel se décompose en plusieurs lieux, aires et réseaux qui s'agencent au gré de la mobilité quotidienne, ce qui n'est pas sans rappeler les conclusions de Martha Radice (2000) sur l'espace des Anglo-Montréalais. Il renvoie ici comme à Montréal à des appartenances multiples plutôt qu'exclusives, liées en partie à la conjoncture. Il n'est pas sans ambivalence. Selon les dires d'une résidente de Chelsea, très engagée dans son milieu où elle a développé des liens étroits avec son voisinage :

*There is something about the feel of the whole region – meaning including Ottawa – that I feel connected to. But that connection, for some reason, does not include Hull, and it does not include Gatineau, or Aylmer. I don't know how you can jump over a whole bunch of territory, and have some connection to Ottawa, and live in Chelsea and somehow feel that there is – my own personal bridge.* (Chelsea 4)

### ***Une citoyenneté affinitaire***

Ce qui soulève des questions intéressantes quant aux formes de citoyenneté qui émergent d'un tel rapport aux lieux. La citoyenneté anglo-gatinoise prend en effet une forme assez inédite. Son premier pôle est incontestablement le quartier, échelle géographique de la communauté. L'enracinement sinon individuel tout au moins communautaire aidant, c'est ici que se concentre la participation des Anglo-Gatinois aux affaires de la cité. Il s'agit certes d'un relent de l'espace citoyen d'avant la fusion, selon lequel on était citoyen d'Aylmer, de Hull, ou encore de l'expression de l'identité de Chelsea, qui a échappé à la vague de fusion des années 2000. Cet espace citoyen occupe toujours une place centrale dans l'imaginaire des Anglo-Gatinois, où il se confond aujourd'hui avec les lieux de la minorité, ses institutions. *“Traditionnally Anglophones tend to be more involved in education, sports, culture, churches, social organizations. But they're not involved in municipal nor health”* (Org 3), de dire une représentante d'organisme, qui explique par ailleurs que la culture institutionnelle est loin d'être la même de part et d'autre

de la frontière. On évolue ainsi en vase clos, sans trop d'occasion de rencontrer l'Autre. L'école de la minorité a été ainsi évoquée comme lieu fermé, où les enfants, contrairement à ce qui se passe dans les écoles françaises, sont peu confrontés à la diversité ethnique et culturelle. En effet, les lois linguistiques du Québec obligent les enfants issus de l'immigration dont les parents n'ont pas été scolarisés en anglais à fréquenter l'école française. Ainsi la plupart des immigrants se voient contraints de fréquenter l'école française. Peu confrontés aux défis du vivre-ensemble dans leur jeunesse, les enfants de la minorité anglophone seraient ainsi mal préparés à évoluer dans la société diversifiée qui sera celle dans laquelle ils vivront leur vie adulte.

Ainsi, il a été rarement question dans les entrevues du quartier comme un espace de vie collectif, partagé avec d'autres groupes sociaux. La citoyenneté qui émane du lien social vécu dans le quartier est une citoyenneté qui ne concerne que les affaires de la minorité. Il s'agit d'une citoyenneté purement affinitaire<sup>14</sup>, qui puise dans l'identité en même temps qu'elle la module à travers des pratiques citoyennes tournées exclusivement vers la communauté.

*The Outaouais is a community of different communities. We're all little pockets, and the links between us are, I don't find, very strong. We're all really good at doing what we do in our little corners, but there's that whole problem of linking up, and how you do that. And I think that part of the reason is about the proximity to Ottawa. You kind of have that duality, where you find you're sort of drawn up to Ottawa for certain things, and you know, back here. And so it's really ... very bizarre. (Org 3)*

La géographie le rend ici possible. La proximité d'Ottawa fait en effet en sorte que la minorité anglophone de Gatineau peut participer d'une autre collectivité, celle avec qui elle cohabite au gré de la mobilité transfrontalière vers Ottawa, qui est une composante majeure de son espace quotidien. Se structure autour de ce second pôle de la vie quotidienne/sociale des Anglo-Gatinois un second type de citoyenneté. Celle-ci est davantage stratégique. Elle relève de « tactiques » par lesquelles les Anglo-Gatinois arrivent à contrecarrer les effets des structures trop rigides du territoire, pour reprendre l'expression de Michel De Certeau (Secor, 2004).

Ce deuxième pôle de la citoyenneté anglo-gatinoise s'articule autour des lieux et espaces qu'utilisent les membres du groupe au gré de leur travail, de leur magasinage, de leurs activités sociales et récréatives. Il repose sur l'appartenance qui se développe de leur fréquentation quotidienne et de l'engagement qu'elle suscite. Plusieurs y conduisent des activités bénévoles. Cette citoyenneté s'appuie, enfin, sur l'identification, qui dépasse ici la seule fonction pratique – les Anglo-

---

<sup>14</sup> Expression que nous avons empruntée à Jacques Donzelot (1999) qui, parle « d'urbanisme affinitaire » pour faire référence aux relations électives, sélectives et au besoin excluantes des populations urbaines contemporaines.

Gatinois se disent d'Ottawa quand ils sont à l'extérieur de la région, parce que disent-ils, la ville est plus connue que Gatineau – pour devenir hautement symbolique. Ils se sentent partie intégrante de la collectivité qui habite du côté ontarien de la rivière, dont ils partagent en quelque sorte le destin. Faisant fi de la frontière, ils se voient comme citoyens d'Ottawa, ville qu'ils habitent sinon dans les faits, du moins dans les représentations. Ainsi, à la stricte citoyenneté liée à leur résidence, s'ajoute pour eux un second niveau d'affirmation citoyenne, né de leur affinité plus grande avec les lieux et les espaces de la ville voisine. Cette citoyenneté leur permet d'échapper à la marginalité, fut-elle voulue, intrinsèque à la forme d'engagement citoyen qu'ils ont développée à Gatineau.

### *Transcender la marginalité par la frontière*

La frontière permet ainsi à la minorité anglophone de Gatineau de moduler sa citoyenneté. En effet, les Anglo-Gatinois, en s'appropriant la ville voisine tant au plan des pratiques que symboliquement, échappent à une collectivité avec laquelle ils ne se sentent aucune proximité tant sociale que géographique. Ils s'en réclament d'une autre, avec laquelle ils se sentent une plus grande affinité et contrebalancent ainsi un manque relatif de citoyenneté politique par une citoyenneté plus sociale. Ils participent ainsi à leur façon d'un processus qui n'est pas sans rappeler ceux qui entourent le développement de citoyennetés plus flexibles dans le contexte transnational (Ong, 1999). Certes, il ne s'agit pas dans ce cas de frontières internationales. Mais les modèles de développement du Québec et de l'Ontario sont assez différents pour induire des disparités importantes que la frontière souligne. En résulte une citoyenneté multiscalaire, que les fusions municipales que nous évoquions plus tôt ont contribué à rééchelonner.

Cette citoyenneté n'en comporte pas moins certaines limites. Les Anglo-Gatinois ne sont en effet que des demi-citoyens d'Ottawa en ce sens qu'ils ne jouissent pas de la capacité de participer pleinement aux débats et aux décisions qui concernent le vivre-ensemble dans la ville. Comme les citoyens des périphéries qui y viennent chaque jour, comme les immigrants qui n'ont pas encore le statut de résident, ils n'ont que peu de moyens d'y être pleinement citoyens. Ils font ainsi l'expérience d'une double minorisation, n'étant reconnus ou traités comme citoyens à part entière ni à Gatineau, ni à Ottawa. Qu'ils soient d'un côté ou de l'autre de la frontière, ils sont des étrangers, comme en témoigne cette étudiante à l'Université d'Ottawa.

*I kind of think I am in a weird place. You know, I can't really identify with the French Canadians... When I go to Ontario, I'm the Quebecer, the outsider. (Plateau 5)*

Comme le soulignait Xavier Leloup (2008) eu égard aux nouveaux territoires de l'ethnicité pour les immigrants, l'ambivalence, comme principe de coexistence, « l'entre-deux », pour reprendre le terme de Creswell, aurait en effet ses limites. Se présentent à l'échelle individuelle une diversité de situations où l'exclusion est fortement ressentie et qui revêtent ainsi un caractère possiblement tragique. Au

plan collectif, la citoyenneté affinitaire, fut-elle une stratégie pour contrer les effets de la minorisation, a aussi ses limites. Cette dernière citation en témoigne: “*We don’t have a strong voice to say that this is affecting our quality of life... We’re kind of held hostage to whatever happens on the other side*” (Chelsea 7).

## Conclusion

Depuis les années 1970, la population anglophone du Québec a subi de profondes transformations. Les mesures prises pour raffermir la place du français dans l’espace public et l’incertitude politique qu’elles ont engendrée pour ne parler que de celles-ci, ont forcé les Québécois anglophones à renégocier leur statut de minorité, tant individuellement que collectivement (Jedwab, 2004). Leurs institutions, en éducation notamment, ont été fortement fragilisées par une baisse notoire des effectifs du système scolaire anglophone. Leur accès à des services de santé dans leur langue se fait de plus en plus préoccupant. Ils ont peu confiance dans l’administration provinciale, sans compter que le lien historique qu’ils avaient bâti avec l’instance municipale s’est vu coupé dans plusieurs villes de la province suite aux fusions (Jedwab, 2004; 2005).

On ne saurait se surprendre dans ce contexte du repli des anglophones du Québec vers les organisations qu’ils contrôlent toujours. Le milieu associatif et les réseaux sociaux qui l’alimentent sont en effet devenus les principaux foyers d’un engagement citoyen construit sur les affinités plutôt que sur la communauté de résidence (Jedwab, 2005; Pocock, 2006). Nous avons observé comment ce repli en est venu à détacher les Anglo-Gatinois de leur ville, dans laquelle ils ne se reconnaissent peu ou pas et où ils s’investissent très peu. Mais alors qu’ailleurs au Québec, l’appartenance citoyenne liée au territoire ne trouve pas d’exutoire, la région de la Capitale nationale offre un terrain propice à la participation citoyenne de la minorité anglophone. Nourris par une identité forte, qui puise ses racines dans l’histoire du peuplement, ses membres se sont en effet arrogé une citoyenneté d’un nouveau type, à la faveur d’une géographie qui leur permet de transcender quotidiennement les limites du territoire administratif.

Il s’agit à notre avis d’une situation assez unique à l’échelle québécoise, soit celle de pouvoir exercer leur citoyenneté ailleurs plutôt que de la vivre localement, à l’échelle municipale, ou encore au palier fédéral, vu comme plus ouvert à la participation politique des Anglo-Québécois. Elle expliquerait le peu de réactions causées par la fusion d’Aylmer, ou encore de Buckingham, où les anglophones jouaient encore un rôle important il y a à peine une génération, à leurs voisines Hull, Gatineau et Masson. Alors qu’on s’est féroce-ment opposé ailleurs au Québec à la fusion d’instances municipales vues comme les derniers bastions de la présence anglophone sur le terrain du politique, rien de tel n’a été observé en Outaouais. La proximité d’Ottawa offre ici un exutoire à la citoyenneté minoritaire anglophone de Gatineau, fut-il imaginaire. Et elle favorise l’émergence d’une citoyenneté d’un nouveau type, dont il reste à trouver les modalités institutionnelles pour qu’elle

puisse s'exercer et que les Anglo-Gatinois puissent ainsi jouir de leur plein droit à la ville (Lefebvre, 1968).

## Références

- Anderson, J. et L. O'Dowd. 1999. Borders, border regions and territoriality: Contradictory meanings, changing significance. *Regional Studies*, 33, 593-604.
- Andrew, C. 2004. *Our Diverse Cities*. Ottawa: Metropolis.
- Andrew, C. 2005 Diversité des femmes, services municipaux et construction d'un espace public dans la ville d'Ottawa. Dans Guay, L., P. Hamel, D. Masson et J.G. Vaillancourt (éds.), *Mouvements sociaux et changements institutionnels: L'action collective à l'ère de la mondialisation*, Québec: Les Presses de l'Université du Québec.
- Bell, D. 1995. Pleasure and danger : the paradoxical spaces of sexual citizenship. *Political Geography*, 12, 139-154.
- Brosseau, M. et A. Gilbert. 1996. Problématique pour un lieu frontalier: le cas de Hull, Québec. *Géographie et Cultures*, 17, 75-90.
- Brosseau, M. et A. Cellard. 2003. Un siècle de boires et de déboires : Hull aux prises avec son histoire et sa géographie. *Cahiers de Géographie du Québec*, 47, 7-34.
- Brosseau, M. et A. Gilbert. 2004. Les dialogues de l'espace public et de l'espace médiatique. Dans Berdoulay, V. Da Costa Gomes, P. et J. Lolive (dir.), *L'espace public à l'épreuve: régression et émergence*. Bordeaux: Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine.
- Caldwell, G. 1994. *La question du Québec anglais*. Québec, IQRC.
- Collignon, B. 2001. *Géographies anglo-saxonnes. Tendances contemporaines*. Paris: Belin, Collection « Mappemonde ».
- Creswell, T. 2006. *On the move. Mobility in the Modern Western World*. London: Routledge.
- De Certeau, M. 1980. *L'Invention du Quotidien. Vol. 1, Arts de Faire*. Paris : Union générale d'éditions 10-18.
- Dickinson, J., M.J. Andrucki, E. Rawlins, D. Hale et V. Cook. 2008. Introduction: Geographies of everyday citizenship. *ACME: An International E-Journal for Critical Geographies*, 7 (2), 100-112.
- Di Méo, G. 1998. *Géographies sociales et territoires*. Paris: Nathan.
- Di Méo, G. 1999. Géographies tranquilles du quotidien. Une analyse de la contribution des sciences sociales et de la géographie à l'étude des pratiques spatiales. *Cahiers de Géographie du Québec*, 43, 75-93.

- Di Méo, G. et P. Buléon (dir.). 2005. *L'espace social. Lecture géographique des sociétés*. Paris: Armand Colin.
- Donzelot, J. 1999. La nouvelle question urbaine. *La revue Esprit*, 258, 87-114.
- Dyck, I. et A.T. McLaren. 2004. Telling it like it is... Gender, Place and Multiculturalism in immigrant women's settlement narratives. *Gender, Place and Culture*, 11, 513-534.
- Dyck, I. 2005. Suzanne Mackenzie Memorial Lecture. Feminist geography, the « everyday » and local-global relations: hidden spaces of place-making. *The Canadian Geographer / Le Géographe canadien*, 49, 233-243.
- Fincher, R. et J.M. Jacobs (dir.). 1998. *Cities of difference*. New York: Guilford Press.
- Foster N. et J. Marshall. 2002. « Between belonging » : Habitus and the migration experience. . *The Canadian Geographer / Le Géographe canadien*, 46, 63-83.
- Gaffield, C. et al. 1994. *Histoire de l'Outaouais*. Québec, IQRC.
- Gilbert, A. 1999. *Espaces franco-ontariens*. Ottawa: Le Nordir.
- Gilbert, A. 2004. Les minorités francophones du Canada: milieux de vie et identité. Dans Kondratieva, T. et D. Terrier (dir.) *Territoire, frontières, identités. Concordances et discordances dans le monde d'hier et d'aujourd'hui*. Lille : Éditions Revue du Nord, hors série, « Collection Histoire no 18 ».
- Gilbert, A. et J. Marshall. 1995. Local change in linguistic balance in the bilingual zone : francophones de l'Ontario et anglophones du Québec. *The Canadian Geographer / Le Géographe canadien*, 39, 194-218.
- Gilbert, A. et M. Brosseau. À paraître. La frontière asymétrique. Les minorités linguistiques dans la région de la Capitale nationale. *The Canadian Geographer / Le Géographe canadien*.
- Highmore, B. (dir.). 2002. *The Everyday Life Reader*. London and New York: Routledge.
- Keil, R. 2002. 'Common sense' neoliberalism: Progressive conservative urbanism in Toronto, Canada. *Antipode* 34(3), 578-601.
- Keith, M. et S. Pile (dir.). 1993. *Place and the politics of identity*. London and New York: Routledge.
- Isin, E. et G. M. Nielsen (dir.). 2008. *Acts of Citizenship*. London and New York: Zed Books.
- Jedwab, J. 2004. *Vers l'avant: l'évolution de la communauté d'expression anglaise du Québec*. Ottawa : Commissariat aux langues officielles.

- Jedwab, J. 2005. *What do Québec Anglophones Want? Governance, Leadership and Involvement in an Evolving Community*. Moncton: ICRML.
- Lefebvre, H. 1968. *Le droit à la ville*. Paris : Anthropos.
- Legault, J. 1992. *L'invention d'une minorité. Les Anglo-Québécois*. Montréal : Boréal.
- Leloup, X. 2008. L'individu dans les espaces pluriels: l'ambivalence généralisée comme principe de coexistence. Dans Leloup X. et M. Radice (dir.) *Les nouveaux territoires de l'ethnicité*. Québec : PUL.
- Levine, M.V. 1990. *The Reconquest of Montreal*. Philadelphia: Temple University Press
- Linteau, P.A., R. Durocher et J.-C. Robert. 1979. *Histoire du Québec contemporain. Tome 1. De la Confédération à la crise (1827-1929)*. Montréal : Boréal Express.
- Linteau, P.A., Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard. 1986. *Histoire du Québec contemporain. Tome 2. Le Québec depuis 1930*. Montréal : Boréal.
- Lussault, M. 2007. *L'homme spatial : la construction sociale de l'espace humain*. Paris : Le Seuil.
- Marston S. 1990. Who are the « people »? Gender, citizenship and the making of the American nation. *Environment and Planning D, Society and Space*, 8, 449-458.
- Marston, S. et Mitchell, K. 2004. "Citizens and the state: Citizenship formations in space and time". In C. Barnett et M. Low (eds) *Spaces of democracy. Geographical perspectives on Citizenship, participation and representation*. London, Thousand Oaks, CA, New Delhi: Sage Publications, 93-112.
- Mitchell, D. 1995. "The end of public space? People's park, definitions of the public and democracy." In *Annals of the Association of American Geographers* 85, 108-133.
- Mitchell, K. 2001. Transnationalism, neoliberalism, and the rise of the shadow-state. *Economy and Society* 30(2), 165-189.
- Mitchell, K. 2003. Cultural Geographies of Transnationalism. Dans Anderson, K, M. Domosh, S. Pile et N. Thrift (dir.) *Handbook of Cultural Geography*, London : Sage Publications.
- Ong, A. 1999. *Flexible Citizenship: The Cultural Logics of Transnationality*. Durham: Duke University Press.
- Painter J. et C. Philo. 1995. Spaces of citizenship: an introduction, *Political Geography*, 14, 107-120.

- Parazelli, M. 2002. *La rue attractive. Parcours et pratiques identitaires des jeunes de la rue*. Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec.
- Peck, J. et A. Tickell. 2002. Neoliberalizing space. *Antipode* 34(3), 380-404.
- Pierrevelcin, N. 2007. Les défusions municipales sur l'île de Montréal comme stratégie d'affirmation culturelle. *Recherches sociographiques*, 48, .65-84
- Pile, S. et M. Keith (dir.) 1997. *Geographies of resistance*. London: Routledge
- Pocock, J. 2006. *Social Support Networks in Quebec's English-Speaking Communities*. Québec: Community Health and Social Services Network.
- Polèse, M. et R. Stern (dir.). 2000. *The Social Sustainability of Cities: Diversity and the Management of Change*. Toronto: University of Toronto Press.
- Raco, M. 2003. Governmentality, subject-building, and the discourses and practices of devolution in the UK. *Transactions of the Institute of British Geographers* 28, 75-95
- Radice, M. 2000. *Feeling Comfortable? Les Anglo-Montréalais et leur ville*. Québec : Les Presses de l'Université Laval.
- Ray, B. et D. Rose. 2000. Cities of the everyday: socio-spatial perspectives on gender, difference, and diversity. Dans Bunting, T. et P. Fillion, (dir.) *Canadian Cities in Transition, The Twenty-First Century*. Don Mills, CA: Oxford University Press.
- Robitaille, M., J.F. Simard et G. Chiasson (dir.). 2006. *L'Outaouais au carrefour des modèles de développement*. Gatineau: Centre de recherche sur le développement territorial, Université du Québec en Outaouais.
- Rudin, R. 1984. *The Forgotten Quebecers : A History of English-Speaking Québec, 1759-1980*. Montréal: IQRC.
- Scowen, R. 1991. *A Different Vision. The English in Quebec in the 1990s*. Don Mills: Maxwell Macmillan Canada.
- Secor, A. 2004. "There Is an Istanbul That Belongs to Me": Citizenship, Space and Identity in the City. *Annals of the Association of American Geographers*, 94, 2, 352-368.
- Sibley, D. 1995. *Geographies of Exclusion. Society and Difference in the West*. London and New York: Routledge.
- Smith, S.J. 1989. Society, space and citizenship: a human geography , for the new times? *Transactions of the Institute of British Geographers*, 14, 144-156.
- Staeheli, L. A. 2003. Introduction: Cities and Citizenship. *Urban Geography* 24(2), 97-102
- Stock, M. 2004. L'habiter comme pratique des lieux géographiques. *EspacesTemps.net*, Textuel.

- Valentine, G. 1999. *Imagined Geographies: Geographical Knowledges of Self and Other in Everyday Life*. Dans Massey, D. , J. Allen et P. Sarre (dir.) *Human Geography Today*, Cambridge: Polity Press.
- Valentine, G. 2001. *Social Geographies. Space & Society*. England: Pearson Education Limited.
- Veronis, L. 2006. The Canadian Hispanic Day Parade, or how Latin American immigrants practice (sub)urban citizenship in Toronto. *Environment and Planning A* 38, 1653-1671.